GIERSCH, Herbert. *Openness for Prosperity: Essays in World Economies*. Cambridge, Mass., London, The Massachusetts Institute of Technology Press, 1993, 352 p.

Deniz Akagul

Volume 25, Number 3, 1994

Les politiques extérieures des États non souverains : convergences et divergences

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703365ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703365ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Akagul, D. (1994). Review of [GIERSCH, Herbert. *Openness for Prosperity: Essays in World Economies*. Cambridge, Mass., London, The Massachusetts Institute of Technology Press, 1993, 352 p.] *Études internationales*, 25(3), 610–612.
<https://doi.org/10.7202/703365ar>

avec l'insertion accrue de ce pays dans l'économie internationale par le biais de l'Union européenne.

Samir SAUL

Département d'histoire
Université de Montréal

Openness for Prosperity: Essays in World Economics.

GIERSCH, Herbert. *Cambridge, Mass., London, The Massachusetts Institute of Technology Press, 1993, 352 p.*

En publiant cet ouvrage, qui reprend les articles et les communications qu'il a rédigés les vingt-cinq dernières années, H. Giersch nous fait redécouvrir les interactions entre la réflexion théorique et les politiques économiques. La réflexion de l'économiste allemand, déjà connu par ses contributions aux débats sur les politiques macro-économiques en Europe, dément ainsi le désintérêt souvent dénoncé, de la recherche académique à l'égard des problèmes « concrets ». Les influences réciproques entre les thèmes de recherches et l'évolution des préoccupations des pouvoirs publics apparaissent clairement à travers les chapitres articulés en deux parties et qui se succèdent selon l'ordre chronologique des parutions. Dans la première partie qui traite les aspects réels, l'accent est mis sur le rôle de l'entrepreneuriat, l'intégration européenne, la transition à l'économie de marché dans les ex-pays de l'Est et l'évolution de l'économie mondiale. La deuxième partie, consacrée aux aspects monétaires, aborde les thèmes du système monétaire international, l'inflation, l'indépendance des Banques centrales et le débat sur la flexibilité des taux de change.

Bien que les conclusions soient parfois nuancées, les points de vue défendus s'inscrivent au sein du courant libéral, comme en témoigne d'ailleurs le titre de l'ouvrage. Une grande partie des chapitres de la première partie sont rédigés dans une perspective schumpeterienne. Ils mettent l'accent sur le fait que dans les conditions de cette fin de siècle où la croissance est entraînée par les nouvelles technologies, ce sont les entrepreneurs et le champ d'action qui leur est laissé dans la société qui détermineront le rythme des gains de productivité, des hausses des salaires réels et le niveau de l'emploi (chap. 4). Dans ce sens, l'auteur nous fait observer que le dernier quart de siècle, qui succède à l'ère des politiques de la gestion de la demande (Hicks-Keynes), est profondément marqué par l'importance accrue de l'entrepreneuriat, de l'innovation et du savoir-faire. L'évolution de l'économie mondiale analysée dans une perspective Thünen-Schumpeter, tend à démontrer que les foyers de croissance ont bénéficié des économies externes d'un environnement social favorable au savoir-faire (chap. 6 et 8). Aussi, le progrès doit-il être perçu comme l'action des institutions et de la société en faveur de l'accumulation des connaissances (dans le sens créatif), de son application (dans le sens de l'innovation) et de la participation au bien-être (dans le sens productif), dans le cadre d'une « nouvelle théorie de la croissance » (chap. 13). Dans le même état d'esprit, l'auteur plaide pour la déréglementation du marché d'emploi. En favorisant la flexibilité, elle constitue la meilleure réponse pour résoudre le problème du chômage, dans la mesure où, dans le contexte

actuel, il s'agit selon lui, d'un chômage plutôt classique que keynésien (chap. 5 et 7).

L'ouverture à l'extérieur et le renforcement de la concurrence internationale défendus par l'auteur, révèlent également l'importance qu'il accorde à la régulation libérale. Face à la concurrence des PVD à bas salaires, au lieu d'envisager des politiques protectionnistes inspirées du théorème Stolper-Samuelson, l'adoption d'une politique schumpeterienne de la promotion de la flexibilité permettrait simultanément, selon lui, d'accélérer la croissance et d'assister les PVD (chap. 3). Il convient de noter que la notion de compétitivité reçoit une définition originale. Au lieu d'être discernée en fonction des performances à l'exportation, elle devrait être appréciée par la capacité d'attraction qu'exerce un pays sur les facteurs mobiles, comme l'investissement et le capital humain. Pour l'Europe, le renforcement de la compétitivité implique la réduction des dépenses sociales et des changements dans les politiques fiscales qui aux yeux de l'auteur sont teintées de tendances populistes (chap. 9). L'intérêt des politiques sociales paraît d'autant plus discutable que l'accélération de la croissance liée au marché unique, tout en améliorant l'emploi, semble dégager suffisamment de ressources pour indemniser les catégories défavorisées (chap. 11). Dans le même état d'esprit, les ex-pays de l'Est sont également mis en garde contre les tentations protectionnistes (chap. 10), tout au long de la période de rattrapage qui serait selon l'auteur plus longue que prévue (chap. 12).

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, qui commence avec les chapi-

tres rédigés à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix où l'on assistait à la disparition du système monétaire international stable d'après-guerre instauré à Bretton Woods, l'auteur défend à nouveau une régulation libérale assurée par la flexibilité du taux de change, des prix et des salaires. Selon lui, la volatilité des taux de change qui commençait à se manifester, loin d'introduire des risques supplémentaires pour les entrepreneurs (chap. 14), permet de résorber les déséquilibres macroéconomiques dans la plupart des cas (chap. 15). Dans ce sens, l'auteur qui a un regard critique sur les interventions des Banques centrales sur les marchés des changes suggère au FMI de réglementer et d'interdire les interventions sans notifications (chap. 18). Les remaniements du taux de change sont néanmoins concevables s'il est question d'accroître (ou de réduire) l'investissement en favorisant les entrées (ou les sorties) de capitaux. Pour l'auteur, l'hypothèse d'un ralentissement délibéré de la croissance dans les pays avancés ne semble pas aussi absurde qu'il peut paraître, dans la mesure où les inconvénients de la surindustrialisation dans le Nord contrastent avec le sous-développement du Sud (chap. 15).

On retrouve aussi le bien-fondé de la régulation libérale dans la suite de l'analyse des problèmes monétaires. Ainsi, l'inflation à l'échelle mondiale trouve son explication dans le manque de concurrence qui entraîne une inadéquation entre l'allocation des ressources et la stabilité des prix (chap. 16). Quant à l'indexation des salaires nominaux, en introduisant la prise en compte des hausses de prix

antérieurs dans les négociations couvrant le futur, elle a engendré des hausses de salaires réels au-delà des gains de productivité et a finalement abouti au sous-emploi ; ce qui rejoint l'analyse du chômage de la première partie. Ce sous-emploi pouvait être évité, indique-t-il, si on avait fixé les hausses de salaires réels et rendu flexibles les hausses nominales (chap. 17). Enfin, dans l'analyse de l'expérience de la Bundesbank depuis 1875, on constate qu'une indépendance formelle ne suffit pas pour écarter les pressions des gouvernements qui ont tendance à adopter des politiques expansionnistes. Selon l'auteur, la Banque centrale ne devrait se charger d'assurer que l'objectif de la stabilité des prix, tandis que les deux autres objectifs du triangle magique, à savoir l'équilibre extérieur et le plein emploi, peuvent être réalisés respectivement par la flexibilité des prix et des salaires (chap. 19).

Tels sont les principaux thèmes abordés dans cet ouvrage dont la richesse thématique rend difficile un compte rendu exhaustif. Sa lecture aide à mieux comprendre les sous-basements théoriques des politiques économiques menées depuis le début des années quatre-vingt dans de nombreux pays à travers le monde et les controverses qu'ils ont suscitées et qu'ils continuent de susciter. Même si les maigres résultats obtenus par ces pays, après une décennie de déréglementation et de mesures en faveur de la flexibilité, affaiblissent la portée des arguments en faveur de la régulation libérale, la rigueur et la richesse de la réflexion permettent d'élargir

notre vision des problèmes économiques actuels.

DENİZ AKAGUL

*Faculté des sciences économiques et sociales
Université des sciences et technologies, Lille*

Measuring the Costs of Protection in the United States.

*HUFBAUER, Gary Clyde, ELLIOTT,
Kimberly Ann. Washington (DC),
Institute for International Economics,
1994, 144 p.*

Cette publication de 125 pages rassemble des estimations du coût économique des politiques protectionnistes des États-Unis. Elle donne de manière détaillée des estimations des gains aux consommateurs, des pertes aux producteurs et des pertes d'emplois des politiques tarifaires et non tarifaires dans 21 secteurs différents parmi ceux les plus protégés de l'économie américaine (comme par exemple le textile, les machines-outils, les produits laitiers, le verre, le bois de construction, les articles de céramique, le sucre, le thon en boîte et le jus d'orange concentré).

Le livre commence par résumer les principaux aspects de la politique protectionniste américaine des années 80 (chapitre 1), puis donne les éléments essentiels du modèle d'équilibre partiel qui a été utilisé pour estimer les coûts en bien-être (chapitre 2). Le reste du livre (soit les 80 dernières pages) est composé d'une série d'appendices indiquant pour chaque secteur la nature et l'importance des barrières aux échanges (tarifs, quotas, etc), une estimation des gains aux consommateurs, des pertes aux producteurs, des gains d'efficacité et des pertes d'emplois si les barrières tarifaires